

## «On meurt à petit feu» : défaillances et licenciements en cascade dans l'éolien et le photovoltaïque

**DÉCRYPTAGE** - Alors que la programmation pluriannuelle de l'énergie devrait enfin être publiée, les acteurs de l'électricité renouvelable craignent qu'elle signe l'arrêt de mort de leur activité. Les acteurs de l'éolien et du solaire sont exsangues. Ils redoutent désormais la publication de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE3), à nouveau annoncée dans les prochains jours, selon nos informations, avec des ambitions qui pourraient être revues drastiquement à la baisse par rapport au texte initial, pensé il y a deux ans. Seul le développement de l'éolien en mer devrait être relativement épargné. Le premier ministre, Sébastien Lecornu, avec le ministre de l'Économie et de l'Énergie, Roland Lescure, reçoivent vendredi les représentants de la filière. Un rendez-vous redouté par beaucoup.

« *On meurt à petit feu* », souffle un représentant du secteur des énergies renouvelables, inquiet du silence qui entoure « *ce vaste plan social qui se joue à bas bruit* ». Vergnet, fabricant d'éoliennes à Ormes dans le Loiret, a été placé en liquidation judiciaire, avec 92 emplois menacés ; RWE Offshore France, spécialisé dans le déploiement d'éoliennes en mer, a mis en œuvre un plan social qui fait disparaître une quarantaine de postes ; Okwind, basé à Torcé en Ille-et-Vilaine, et spécialisé dans l'autoconsommation d'énergie solaire, labellisé « French Tech », se restructure, 92 emplois sont menacés ; Photowatt, le dernier fabricant de panneaux solaires français, a disparu, avec pour conséquence la suppression de 160 emplois supprimés... Sans oublier les rumeurs de cession d'EDF Power Solutions, la filiale d'EDF dédiée aux renouvelables. La liste des entreprises en danger ou disparues depuis douze mois est longue. Trop longue pour pouvoir être exhaustive.

» **LIRE AUSSI** - Éolien: Bruxelles ouvre une enquête sur le géant chinois Goldwind

Développeurs de parcs éoliens ou solaires, installateurs, gestionnaires... La filière, qui emploie entre 80 000 et 120 000 personnes, réparties sur tout le territoire, est directement victime des revirements de la politique énergétique française. Pour comprendre la situation, un retour en arrière s'impose. Il y a quatre ans, la Russie envahissait l'Ukraine, la production du parc nucléaire d'EDF était en berne. La France se demandait si elle aurait assez de gaz et d'électricité pour passer l'hiver et imaginait des coupures de courant locales pour éviter le black-out total. Le discours était simple. Il fallait restaurer la souveraineté énergétique du pays et assurer ses approvisionnements futurs en développant la production locale et, en particulier, le solaire et l'éolien.

Poussées par les politiques, les entreprises, des plus grandes au plus petites, ont embauché massivement. Ingénieurs, responsables de travaux, spécialistes des renouvelables, maîtres d'œuvre, techniciens, ouvriers pour poser les panneaux solaires sur les toits des entrepôts et des maisons. « *Tout ça pour que quatre ans plus tard on ne dise stop, on a trop d'électricité* », souffle, écœuré, un patron qui préfère taire son nom. Depuis 2023, la production nucléaire d'EDF est repartie à la hausse, des installations renouvelables sont entrées en production... et la demande est restée désespérément atone. Or, « *on ne peut pas faire des allers-retours en permanence. En 2023, le Parlement a voté une loi d'accélération des renouvelables et dans la loi de finances 2026, on casse les tarifs de rachat des contrats. On a donné un grand espoir à une filière et on l'a tuée* », résume Jean-Luc Dupont, maire sans étiquette de Chinon et président de la Fédération des collectivités concédantes et régies (NCCR). « *Le manque de visibilité est extrêmement pénalisant* », ajoute Nicolas Goldberg, associé chez Columbus Consulting.

## Un moratoire de fait

Les acteurs du solaire et de l'éolien terrestre évoquent un « *moratoire de fait* » sur le développement de nouvelles capacités. « *Plafonner le solaire à un niveau à peine supérieur à la puissance déjà installée, c'est créer mécaniquement une zone d'asphyxie économique* », explique Xavier Daval, PDG de KiloWattsol. Comme beaucoup, il redoute un remake du scénario de 2010. Un premier coup d'arrêt à l'essor des installations photovoltaïques avait causé la perte de près de 20 000 emplois. Cette fois, le risque est celui d'une disparition totale d'un secteur d'activité du territoire.

» **LIRE AUSSI** - Le brutal coup d'arrêt sur les énergies renouvelables en France

« *Les entreprises du secteur se déclarent globalement en situation fragile, elles ont perdu près de 6 % de leurs emplois depuis la fin 2024* », résument les auteurs d'une enquête de l'Observatoire des énergies renouvelables, Observ'ER, réalisée pour Enerplan, un syndicat des professionnels de l'énergie solaire. Un autre syndicat a réalisé une autre enquête, non encore rendue publique mais dont les premiers résultats sont alarmants : 89 % des entreprises du secteur ont ralenti ou arrêté les recrutements, 79 % envisagent de ne pas renouveler les CCD et ou les contrats en alternance. À cela, il faut encore ajouter deux projets industriels majeurs, soutenus par l'État, qui devaient permettre à la France de disposer de ses propres capacités de production de panneaux solaires et qui aujourd'hui sont clairement menacés : Holosolis et Carbon. Difficile de rêver à la souveraineté énergétique et à la réindustrialisation sans entreprises pour le faire.

« *Le problème est que l'on nous répète que l'on a trop d'électricité. Or, c'est aussi ce qui nous permet d'avoir des prix compétitifs, dans les zones des 50 euros*, analyse un expert du secteur. *Si on ne développe pas maintenant de nouveaux moyens de production, on risque une envolée des prix dans les cinq ans.* » Une entreprise profiterait directement de la hausse des prix : EDF, qui justement doit financer l'entretien de son parc nucléaire historique et la construction de six réacteurs. Soit un programme d'investissement à

25 milliards d'euros par an. « *Le nucléaire craint d'avoir des difficultés à se financer, il en fait supporter les conséquences aux renouvelables électriques* », résume un autre, lui aussi soucieux d'anonymat. Une prudence qui en dit long sur les tensions actuelles.

La filière éolienne terrestre et le photovoltaïque tremblent pour leur avenir.

*par 88 Bembaron Elsa ebembaron@lefigaro.fr Elsa Bembaron*

